



**PRÉFET
DES VOSGES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Unité départementale des Vosges

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Epinal, le 29/11/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/10/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SARL VOIRIOT PIERRE

Carrière de LANDAVILLE

Références : S-23-1314RP

Code AIOT : 0006208280

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/10/2023 de la carrière de LANDAVILLE (88300). L'inspection a été annoncée le 18/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre du programme pluriannuel d'inspection.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARL VOIRIOT PIERRE
- RUE DU THOREUIL 88300 LANDAVILLE
- Code AIOT : 0006208280
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non
- carrière

La carrière est exploitée sous couvert de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 1186/2009 du 11 juin 2009 modifié. L'exploitation est autorisée pour une production annuelle de 90 000 tonnes.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
6	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 11/06/2009, article 5.6.2	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Sécurité du public	Arrêté Préfectoral du 11/06/2009, article 5.4.1	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 11/06/2009, article 5.5.1	/	Sans objet
2	cote minimale d'extraction	Arrêté Préfectoral du 11/06/2009, article 5.2	/	Sans objet
3	phasage d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 11/06/2009, article 5.2	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Suivi écologique	Arrêté Préfectoral du 11/06/2009, article 5.3	/	Sans objet
7	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 07/12/2015, article 2.1.2	/	Sans objet
8	apport de matériaux inertes	AP Complémentaire du 07/12/2015, article 3.1.5	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection propose à Madame la préfète des Vosges de mettre en demeure la société VOIRIOT de respecter l'article 5.6.2 de l'arrêté Préfectoral du 11/06/2009, c'est-à-dire, de faire usage de l'aire aménagée des engins (stationnement, entretien et ravitaillement) .

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/06/2009, article 5.5.1
Thème(s) : Autre, plan d'exploitation annuel
Prescription contrôlée : Un plan d'échelle adapté à la superficie de la carrière sera établi. Sur ce plan seront reportés : <ul style="list-style-type: none"> • les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter, ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ; • les bords des fouilles ; • les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ; • les zones remises en état. Ce plan est mis à jour au moins une fois par an et transmis chaque année à l'inspection des installations classées.
Constats : Le dernier relevé a été réalisé en avril 2023. Le plan annuel a été transmis par voie électronique en juillet 2023. Une version papier a été donnée le jour de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Cote minimale d'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/06/2009, article 5.2
Thème(s) : Autre, cote d'extraction
Prescription contrôlée : Épaisseur d'extraction : cote minimale NGF: 392 m.
Constats : D'après le plan d'exploitation de 2023, la cote minimale d'extraction est au environ de 393 m NGF, avec la zone de récupération des eaux de ruissellement du carreau à 391,15 m NGF (au plus bas). Il convient de respecter la cote d'extraction même pour la zone de récupération des eaux de pluie.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Phasage d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/06/2009, article 5.2
Thème(s) : Autre, suivi de l'extraction
Prescription contrôlée : L'exploitation sera menée conformément au plan de phasage prévu dans la demande, dont un exemplaire est annexé au présent arrêté.
Constats : L'exploitation de la carrière a pris du retard, la phase 3 vient de commencer.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Suivi écologique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/06/2009, article 5.3
Thème(s) : Autre, suivi écologique
Prescription contrôlée : Compte tenu des enjeux batrachologiques du site : Un rapport de suivi de chaque phase d'exploitation (5 ans) sera transmis à la DIREN et au service de la Direction de l'Eau et de la Biodiversité du Ministère de l'Ecologie, de l'Energie, du Développement Durable et de l'Aménagement du Territoire (MEEDDAT). Un compte-rendu intermédiaire à base de donnée brute permettra un suivi tous les trois ans (destinataires identiques).

Constats : <p>La société NEOMYS est passée en juin 2023 mais n'a pas encore transmis son rapport.</p> <p>Le dernier rapport date de 2019.</p> <p>Il convient à l'exploitant de transmettre à l'inspection des installations classées le rapport de 2023 dès réception.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Sécurité du public

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/06/2009, article 5.4.1
Thème(s) : Risques accidentels, accès à la carrière
Prescription contrôlée : <p>Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière sera contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès sera interdit.</p> <p>L'accès à toute zone dangereuse des travaux d'exploitation à ciel ouvert sera interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. Le danger sera signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part, à proximité des zones clôturées.</p>
Constats : <p>La carrière est clôturée.</p> <p>En revanche, le jour de la visite la barrière d'entrée était ouverte et il n'y avait personne sur le site. L'exploitant n'a pas été en mesure d'expliquer avec certitude si la carrière était restée ouverte toute la nuit ou si les employés l'avaient ouverte le matin.</p> <p>Il n'y a plus d'exploitation depuis plusieurs semaines. Seuls les employés viennent régulièrement sur le site récupérer des matériaux pour les travaux réalisés par l'entreprise.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de fermer l'accès à la carrière lorsqu'il n'y a personne sur le site. L'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations tout justificatif (par exemple : consignes écrite transmis aux employés,) permettant de démontrer que cette prescription est respectée.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Prévention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/06/2009, article 5.6.2
Thème(s) : Risques accidentels, pollution des sols
Prescription contrôlée : Les livraisons de combustible, le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier seront réalisés sur une aire bétonnée étanche... Le stationnement des engins à pneus de la carrière en fin de période d'activité et les jours fériés se feront sur une aire étanche...
Constats : Une aire de stationnement des engins a été réalisée, elle est étanche et munie d'un séparateur d'hydrocarbures. Cependant, elle n'est pas utilisée. Lors de la visite d'inspection, il a été constaté une pelle au niveau du carreau de la carrière et au niveau de l'installation de traitement et un chargeur au niveau de l'aire de transit des matériaux. Le stationnement de ces engins est réalisé hors de la zone étanche. Il est rappelé à l'exploitant que le stationnement, le ravitaillement et l'entretien des engins de la carrière doivent être réalisés sur une aire étanche quel que soit le lieu de stationnement de l'engin de chantier. Cette remarque a déjà fait l'objet d'une observation, lors de la visite d'inspection de 2020.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/12/2015, article 2.1.2
Thème(s) : Situation administrative, acte de cautionnement
Prescription contrôlée : Le montant des garanties financières permettant d'assurer la remise en état de la carrière au cours de chacune des périodes quinquennales est : <ul style="list-style-type: none">• 350 574 euros T.T.C, pour la phase 2 (de 2014 à 2019) ;• 320 609 euros T.T.C, pour la phase 3 (de 2019 à 2024) ;• 244 298 euros T.T.C, pour la phase 4 (de 2024 à 2029) ;• 132 335 euros T.T.C, pour la phase 5 (de 2024 à 2029) ;• 65 772 euros T.T.C, pour la phase 6 (à partir de 2034) qui se prolonge jusqu'à la levée de l'obligation de garanties financières par arrêté préfectoral.
Constats : L'acte de cautionnement actuel est valable jusqu'au 14 juin 2024.

<p>L'exploitation de la carrière est actuellement en phase 3. Il conviendra à l'exploitant de renouveler l'acte de cautionnement en actualisant le montant de la période quinquennale relative à la phase 3.</p> <p>Le nouvel acte de cautionnement devra être transmis à Madame la préfète des Vosges (acte original) avec une copie à l'inspection des installations classées.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Apport de matériaux inertes

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 07/12/2015, article 3.1.5
Thème(s) : Risques chroniques, remise en état
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'apport de matériaux inertes extérieurs est autorisé pour le remblayage partiel du carreau de la carrière. Les apports maximaux de matériaux extérieurs sont limités à 37 000 m³.</p> <p>Les apports annuels de matériaux extérieurs sont limités à 1 500 m³.</p> <p>...</p> <p>L'exploitant tient à jour un registre d'admission...</p>
<p>Constats :</p> <p>Seule l'entreprise VOIRIOT apporte des matériaux inertes de l'extérieur issue de ses chantiers.</p> <p>Lors de l'inspection, il a pu être constaté que l'exploitant a mis en place le registre de suivi des déchets. D'après le registre, les volumes annuels apportés ces dernières années sont inférieurs à 1 500 m³.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet